

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA VITI OLERON

ROUTE DE L'ÎLE
17190 SAINT-GEORGES-D'OLÉRON

Références : 2025 1463 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007207466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SCA VITI OLERON implanté ROUTE DE L'ILE LIEU-DIT "LE BOIS BOULTOIR" 17190 Saint-Georges-d'Oléron. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA VITI OLERON
- ROUTE DE L'ILE LIEU-DIT "LE BOIS BOULTOIR" 17190 Saint-Georges-d'Oléron
- Code AIOT : 0007207466
- Régime : Déclaration avec contrôle

La SCA Viti-Oléron exploite sur ce site un bâtiment de 700 m² environ, divisé en 5 salles.

La salle n°1, d'une surface d'environ 200 m², est affectée au stockage d'eaux-de-vie > 40°, pour une capacité de stockage de 200 m³ maximum (rubrique 4755 - régime DC).

Les autres salles sont affectées au stockage de pineaux.

Cette installation est régie par l'arrêté préfectoral de prescriptions spéciales du 25 octobre 2018, fondée sur l'étude de dangers transmise par l'exploitant par courrier du 13 janvier 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Préfectoral du 09/06/2018, article 1.1	Demande d'action corrective	6 mois
2	Rétention associée au chai	AP de Mesures Spéciales du 18/06/2008, article 3.8.1.	Demande d'action corrective	6 mois
3	Exutoires de fumées	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4	Demande d'action corrective	3 mois
5	Aire de chargement/déchargement	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.4.	Demande d'action corrective	6 mois
6	Vérifications périodiques des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Défense extérieure contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Interrupteur électrique	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort principalement de cette visite d'inspection :

1. d'une part, que l'exploitant a agrandi la surface de stockage d'eaux-de-vie à la zone de communication entre l'entrée principale et la salle n°1 ; sur ce point, il est attendu de la part de l'exploitant le strict respect de la surface de stockage présentée dans son EDD ;
2. d'autre part, que l'aire de dépotage ne dispose pas de la capacité de rétention annoncée par l'exploitant dans son EDD ; sur ce point, compte tenu du faible nombre d'opérations de dépotage, l'inspection considère que l'exploitant peut demander une modification de la prescription.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2018, article 1.1
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations
Prescription contrôlée : L'installation doit être implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : D'après l'étude de dangers transmise par l'exploitant par courrier du 13 janvier 2016 et ayant donné lieu à l'AP de prescriptions spéciales du 25 octobre 2018, le stockage d'eau-de-vie est limité à la salle n°1 (cf. en annexe le plan extrait de l'EDD). Or, lors de la visite d'inspection, il a été constaté la présence de stockages d'eaux-de-vie dans la zone d'environ 50 m ² située entre l'entrée du bâtiment et la salle n°1 ("ancien bureau désaffecté" sur le plan).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit retirer tous les stockages d'eaux-de-vie présents dans la zone située entre l'entrée du bâtiment et la salle n°1 ("ancien bureau désaffecté" sur le plan).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Rétention associée au chai

Référence réglementaire : AP de Mesures Spéciales du 18/06/2008, article 3.8.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : La rétention est interne au chai et représente 100 % de la CMS (capacité maximale de stockage).
Constats : Un seuil maçonné est présent au niveau de la porte d'entrée du bâtiment. En lien avec le constat du point de contrôle précédent et au regard du scénario d'incendie modélisé dans l'EDD (cf. en annexe plan extrait de l'EDD), la surface de rétention associée aux stockages d'eaux-de-vie doit être limitée à la surface de la salle n°1.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : ➔ L'exploitant doit aménager un seuil maçonné à l'entrée de la salle n°1. L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments justifiant que la hauteur de seuil retenu permet de retenir à l'intérieur de la salle n°1 un volume au moins égal à 100 % de la capacité maximale de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Exutoires de fumées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Comportement au feu
Prescription contrôlée : Évacuation des fumées : Les chais sont équipés en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. La surface des exutoires de fumées est de : - 1 m ² minimum de surface utile d'exutoire, pour les chais d'une surface inférieure ou égale à 300 m ² . - (...). (...).
Constats : La salle n°1 du bâtiment (< 200 m ²), dédiée au stockage d'eau-de-vie, est équipée en toiture de 4 exutoires de fumées. L'exploitant a présenté les éléments permettant de montrer que les exutoires font l'objet de vérification et d'entretien périodiques. Le dernier bon d'intervention fait état d'un châssis à réparer.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p style="text-align: center;">➔ L'exploitant doit faire réparer le châssis de l'exutoire de fumées défectueux et transmettre à l'inspection les éléments justificatifs correspondants (photo, facture).</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Interrupteur électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.6.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Un interrupteur général, bien signalé et protégé des intempéries, permet de couper l'alimentation électrique des installations de stockage, sauf celle des moyens de secours et de sécurité. Il est installé à proximité d'au moins une issue et à l'extérieur de l'installation de stockage. Un voyant lumineux extérieur signale la mise sous tension des installations électriques des installations de stockage autres que les installations de sécurité.
Constats : Le bâtiment est équipé d'un interrupteur général extérieur à proximité de l'entrée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aire de chargement/déchargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 2.8.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Aire de chargement/déchargement
Prescription contrôlée : Les aires sont implantées sur le site. Les déversements accidentels sur les aires sont collectés et canalisés vers le système d'extinction des effluents des installations de stockage ou autre dispositif équivalent. En aucun cas les effluents déversés ne peuvent se diriger vers les installations de stockage.
Constats : L'aire de chargement-déchargement n'est pas associée à une capacité de rétention. L'exploitant dispose d'une bâche plastique stockée dans le bâtiment situé de l'autre côté de la route. Au regard de son poids et de son encombrement, l'inspection estime que la manipulation de cette bâche nécessite la présence d'au moins 4 personnes et en déduit qu'elle n'est pas utilisée lors des opérations de dépotage. Par ailleurs, dans l'étude de dangers de l'exploitant transmise en 2016, il est indiqué : <i>"Sa mise en rétention sera réalisée par l'utilisation du bassin désaffecté derrière l'ancien chai abandonnée connecté à 2 cuves attenantes de 13 m³. La capacité de rétention associée à ce poste sera donc de 32 m³. La connexion sera réalisée par une canalisation enterrée incombustible."</i> Enfin, d'après le registre des mouvements de l'exploitant, il y a eu 3 opérations de chargements-déchargement en 2025. En moyenne, l'exploitant estime entre 3 et 5 camions par an.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit réaliser les travaux de mise en rétention de l'aire de dépotage annoncés dans son étude de dangers de 2016. Cependant, compte tenu du faible nombre d'opérations de chargement-déchargement, l'inspection informe l'exploitant qu'il peut solliciter une modification de cette prescription auprès du préfet, au titre de l'article R. 512-52 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Vérifications périodiques des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. (...) L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques (Apave Q18 du 11/06/2025). Ce rapport fait état de 4 observations dont 3 récurrentes. L'exploitant déclare que le suivi de ces observations est réalisé par le responsable de production, absent lors de la présente visite d'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments précisant les modalités de suivi des observations formulées lors des vérifications des installations électriques et justifiant la traçabilité des actions correctives réalisées (copie de l'enregistrement des actions correctives internes, copie des factures des interventions externes).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Défense extérieure contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Elles sont protégées par un point d'eau public ou privé permettant de disposer d'au moins 120 m ³ en 2 heures. S'il s'agit d'un poteau ou d'une bouche incendie, celui-ci est conforme aux normes en vigueur par sa composition, ses caractéristiques hydrauliques et son installation. L'emplacement du point d'eau est: - distant de moins de 200 m du chai par les voies carrossables ; - facilement accessible en permanence ; - situé à 5 m au plus du bord de la chaussée ou de l'aire de stationnement des engins d'incendie. Le volume, la répartition, l'aménagement et l'équipement de ces réserves font l'objet d'un accord formel du Service Départemental d'Incendie et de Secours.
Constats : Une réserve incendie de 120 m ³ est présente sur le site à environ 20 m à l'arrière du bâtiment. D'après la base de données du SDIS 17, cette réserve incendie n'est pas répertoriée par leurs services.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : → L'exploitant doit contacter le SDIS 17 en vue de faire répertorier sa réserve d'eau de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois